



"Il n'y a pas eu de "référendum" en Crimée, cela n'a été qu'une parodie"



Auteur : Mykola Riabchuk

La Fondation Robert Schuman publie un entretien d'Europe avec Mykola Riabchuk, chercheur à l'Institut of Political and nationalities Studies à Kiev sur la situation en Ukraine. Selon lui, "il n'y a pas eu de 'référendum' en Crimée, cela n'a été qu'une parodie".

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Crimée - Editorial - Distinction - Conférence/Ukraine - FNSEA
Elections : Macédoine **Crise financière :** Grèce - Rép. tchèque - Hongrie - Allemagne
Conseil européen : Fiscalité/Energie - Ukraine **Commission :** Automobiles - Ukraine - Eau
Parlement : Banques **Conseil :** Union bancaire - Social - Avenir/UE - Epargne - Agriculture/Pêche
Diplomatie : Iran **Allemagne :** MES - Démission/Schulz? - Femmes
France : Défense **Italie :** Berlusconi - Allemagne **Pays-Bas :** Chine
Portugal : Allemagne **Royaume-Uni :** Budget - Commerce **Moldavie :** Transnistrie
Russie : Annexion/Crimée **Ukraine :** OSCE - ONU - Crimée - Crimée **Eurostat :** Ports maritimes - Commerce - Qualité/vie - CommerceUE/USA **Etudes/Rapports :** Conseil européen - Justice **Culture :** Expo/Paris - Patrimoine - Expo/Stuttgart - Expo/Rome - Festival/Italie

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Crimée : La force et le droit



Dans un éditorial paru le 21 mars 2014 dans le journal "Ouest France", le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani, revient sur la crise ukrainienne et les conséquences de l'annexion de la Crimée par la Russie. Pour Jean-Dominique Giuliani, la démarche de Poutine "met en grand danger la paix de l'Europe et du monde en annexant la Crimée". Selon lui, cela constitue une "régression" marquant le "retour à l'Europe des nationalités". Le président de la Fondation appelle les Européens à réarmer l'Europe pour défendre le droit et leurs valeurs, y compris sur le continent, car sur la scène internationale, "seul le pouvoir de la force rend crédible la diplomatie, surtout quand elle recherche la paix"... [Lire la suite](#)

Cold War II : Premières leçons russes pour l'Europe



Dans un éditorial publié sur son site, Jean-Dominique Giuliani tire les premières leçons de l'attitude de la Russie en Ukraine et notamment en Crimée... [Lire la suite](#)

La Fondation, lauréate du trophée "Affaires européennes" de l'Observatoire des think tanks



La troisième édition des trophées des think tanks s'est tenue le 17 mars 2014 dans l'hémicycle du Conseil économique, social et environnemental et sous le haut patronage du Président du CESE, Jean-Paul Delevoye. La Fondation Robert Schuman a remporté le trophée des Think Tanks pour les "Affaires européennes"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Quel avenir pour l'Ukraine? Réflexions sur la stratégie russe



Le 26 mars 2014, l'Association Française d'Etudes Ukrainiennes (AFEU) organise une conférence de 18h à 20h dans les locaux de l'INALCO (65 rue de Grands moulins, 75013 Paris, salle 5.09) sur le thème : "Quel avenir pour l'Ukraine? Réflexions sur la stratégie russe". Philippe de Suremain, ancien ambassadeur de France à Kiev, président de l'AFEU et membre du comité scientifique de la Fondation Robert Schuman, débatera sur ce sujet aux côtés de Galia Ackerman, écrivain et journaliste... [Lire la suite](#)

L'avenir de l'Union européenne



Du 25 au 27 mars se tient à Biarritz le 67ème congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA). Le 27 mars 2014, le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani interviendra à la table ronde consacrée à l'avenir de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Elections :

Elections présidentielle et législatives en Macédoine



1,7 million de Macédoniens éliront leur président de la République le 13 avril prochain. Si lors du 1er tour de scrutin, aucun candidat ne recueille plus de 50% des suffrages, un 2e tour aura lieu le 27 avril. Ce même jour seront organisées des élections législatives. Le président de la République est élu pour 5 ans. Le parlement macédonien compte 120 membres élus au scrutin proportionnel pour 4 ans. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée en mars par l'Institut des études politiques de Skopje (IPIS), le président sortant recueillerait 29,3% des suffrages le 13 avril, Stevo Pendarovski 19,4%, Iljaz Halimi 6,1% et Zoran Poposki, 1,5%. La VMRO-DPMNE arriverait en tête des élections législatives avec 24,2% des voix, suivie par la SDSM avec 17,4%, la DUI-BDI 6,9%, le Parti démocratique albanais 3,9% et le Renouveau démocratique national, 1,2%... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Accord entre la Grèce et la troïka sur le déblocage d'une tranche d'aide



Le 19 mars 2014, la troïka (Fonds monétaire international, Commission européenne et Banque centrale européenne) a confirmé son accord pour le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à Athènes estimant que la Grèce atteindra ses objectifs budgétaires en 2014. Elle indique que l'économie grecque commence à se stabiliser et qu'elle est prête à retrouver la croissance. Les prix à la consommation se sont ajustés et l'inflation reste en-deçà de celle de la zone euro. Les réformes concernant la fiscalité sont en bonne voie et devraient atteindre les objectifs fixés. Par ailleurs, le gouvernement a fait quelques avancées dans le programme de réformes structurelles visant à améliorer la croissance et la compétitivité économique grecque, ce qui devrait aider à créer un environnement plus équitable et fiable pour l'investissement, la croissance et la création d'emplois. Enfin, les experts indiquent que le gouvernement fait des efforts pour renforcer la sécurité sociale et diminuer le chômage des jeunes... [Lire la suite](#)

Reprise en République tchèque, mais des efforts restent à faire d'après l'OCDE



Dans son rapport intitulé "Etude économique de la République tchèque" publié le 18 mars 2014, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) indique que l'économie tchèque se redresse, mais que des efforts restent à faire. Soulignant la nécessité que le pays adopte un nouveau modèle économique pour y parvenir, l'OCDE propose au gouvernement tchèque de refonder l'économie tchèque

sur trois piliers: création d'un environnement plus concurrentiel, utilisation plus efficace des compétences sur le marché du travail et amélioration de la transition de l'école à la vie active... [Lire la suite](#)

Conclusions de la mission d'observation du FMI en Hongrie



La mission d'observation du FMI en Hongrie effectuée au titre de l'art. IV du statut de l'organisation s'est conclue le 20 mars 2014 et a publié ses conclusions. Elle met notamment en avant que le pays a su sortir de la récession dans laquelle il était en 2012 avec une croissance annuelle de 1,1% en 2013. Par ailleurs, le pays a su garder son déficit public dans la limite des 3% fixés par l'UE. Néanmoins, la mission souligne que la confiance dans le marché hongrois n'est pas acquise et que des réformes structurelles ainsi qu'un plan de communication visant à instaurer une confiance durable des investisseurs dans le marché hongrois sont nécessaires pour que le pays poursuive la sortie de crise entamée l'année dernière... [Lire la suite](#)

Prévision de croissance à 1,9% en Allemagne



Les Sages, panel d'économistes qui conseillent le gouvernement allemand, ont relevé le 20 mars 2014 leur prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) du pays pour cette année, à 1,9%. Leur dernier pronostic datait de l'automne et était d'une croissance de 1,6% cette année. Le nouveau pronostic reflète "l'évolution positive en début d'année ainsi que l'amélioration des indicateurs de confiance", a expliqué le comité des Sages dans un communiqué... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Conseil européen : fiscalité, compétitivité, climat, énergies



Réunis les 20 et 21 mars 2014, les 28 chefs d'Etat et de gouvernement ont abordé les problématiques liées à la fiscalité, à la compétitivité, au climat et aux énergies. En matière de fiscalité, ils ont décidé de renforcer la lutte contre l'évasion fiscale, en adoptant un texte sur la fiscalité de l'épargne, jusqu'ici bloqué par l'Autriche et le Luxembourg, qui permettra d'étendre l'échange automatique d'informations fiscales aux versements effectués par des trusts ou des fondations. Par ailleurs, ils ont salué l'accord sur le mécanisme de supervision unique qui constitue une avancée supplémentaire vers l'Union bancaire. Ils ont débattu des mesures à prendre pour renforcer la compétitivité industrielle de l'Europe sur le plan intérieur et international, et ont fixé les objectifs à atteindre sur le plan climatique et énergétique pour parler d'une seule voix lors de la Conférence internationale sur le Climat qui se tiendra à Paris en 2015... [Lire la suite](#)

Conclusions du conseil européen sur l'Ukraine et signature de l'accord d'association



Réunis les 20 et 21 mars 2014, les 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont débattu de la situation en Ukraine et des suites à donner à l'annexion de la Crimée par la Russie. Ils ont décidé d'annuler le sommet UE-Russie qui devait se tenir en juin 2014 et de ne pas tenir de rencontres bilatérales avec la Russie d'ici là. Par ailleurs, ils ont élargi la liste des personnes sanctionnées. Enfin, le Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, a signé le premier volet de l'accord d'association entre son pays et l'Union. Négocié entre 2007 et 2012, l'accord d'association entre l'Union et l'Ukraine doit remplacer l'accord de partenariat et de coopération (APC), qui régit leurs relations depuis 1998. Qualifié "d'ambitieux et de novateur" par la Commission européenne, il doit permettre à Kiev de se rapprocher de Bruxelles, mais il n'inclut pas de perspective d'adhésion pour l'Ukraine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Commission :

Amende de 953 millions d'euros contre des entreprises automobiles



La Commission européenne a annoncé le 19 mars 2014 qu'elle avait infligé une amende de 953 millions d'euros à des producteurs de roulements européens et japonais destinés aux voitures et aux camions. Ils sont accusés d'avoir participé à une entente sur le marché des roulements automobiles, utilisés par les fabricants de voitures, de camions et de pièces détachées destinées à l'industrie automobile pour réduire les frictions entre les pièces mobiles d'un véhicule. De telles ententes sont prescrites par

le droit européen de la concurrence et c'est à ce titre que la Commission européenne a décidé de sanctionner ces entreprises... [Lire la suite](#)

La Commission propose une assistance d'un milliard d'euros pour l'Ukraine



Le 19 mars 2014, la Commission européenne a annoncé qu'elle proposerait une aide supplémentaire d'un milliard d'euros à l'Ukraine sous la forme d'une assistance macro-financière. Cette nouvelle aide, qui doit être approuvée par le Conseil dans les semaines qui viennent, fait partie du "package" d'aide à l'Ukraine annoncé par la Commission européenne le 5 mars et approuvé par le Conseil européen le 6 mars 2014. Il doit apporter un soutien économique et financier à l'Ukraine pour l'aider à faire face aux défis auxquels elle est confrontée... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

"Oui" pour la première initiative citoyenne européenne réussie "Right2Water"



Le 19 mars 2014, la Commission européenne a décidé de donner une suite positive à la première initiative citoyenne européenne remplissant tous les critères fixés par le droit européen. L'initiative intitulée "Right2Water" avait demandé à la Commission européenne "de faire en sorte que tous les citoyens de l'UE jouissent du droit à l'eau et à l'assainissement, de veiller à ce que l'approvisionnement en eau et la gestion des ressources hydriques ne soient pas soumis aux règles du marché intérieur et soient exclus de la libéralisation, et d'intensifier ses efforts pour garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement dans le monde entier." La Commission s'est engagée à prendre des mesures concrètes pour répondre à cette initiative citoyenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Parlement :

Les travaux sur la supervision bancaire sur la bonne voie pour Danièle Nouy



Auditionnée le 18 mars 2014 par la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, la présidente du conseil de supervision au sein de la Banque Centrale Européenne (BCE), Danièle Nouy, a affirmé que le travail sur la mise en place du superviseur bancaire et l'examen sur la qualité des actifs du secteur bancaire sont "sur la bonne voie". Désormais, les députés doivent parvenir à un accord sur le mécanisme de résolution bancaire afin de prendre des décisions rapides et fiables et de mobiliser facilement les financements accessibles, selon Danièle Nouy... [Lire la suite](#)

Conseil :

Accord européen sur l'union bancaire



Après de dures négociations, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur l'union bancaire le 20 mars 2014. Cet accord politique porte sur la liquidation ordonnée des banques de la zone euro, et vise à en faire porter le fardeau financier sur le secteur bancaire et non sur les contribuables. Il s'agit du second pilier de l'union bancaire européenne, après la supervision unique des banques de la zone euro, qui sera assurée à partir de la fin de cette année par la Banque centrale européenne. Cet accord, décroché de haute lutte, représente "une réelle protection contre les faillites bancaires"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Sommet tripartite social : il faut rétablir la confiance en l'Europe



Le sommet tripartite social s'est réuni le 20 mars 2014 en amont du Conseil européen et en présence des représentants des employeurs et des travailleurs européens, du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, ainsi que du Premier ministre grec, Antonis Samaras. Ils se sont notamment accordés sur le besoin de collaborer davantage au profit d'une croissance économique durable, tout en garantissant la cohésion sociale et la qualité de l'emploi et ont mis en avant le besoin urgent de rétablir la confiance dans l'intégration européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Création d'un Corps volontaire européen d'aide humanitaire

Le 18 mars 2014, les 28 ministres des affaires générales ont préparé le Conseil européen des 20 et 21 mars. Ils ont procédé à un échange de



vues avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Hormis les discussions consacrées à l'Ukraine, les travaux ont porté essentiellement sur l'économie, y compris sur la croissance, la compétitivité et l'emploi. La question de la compétitivité industrielle ainsi que celles du climat et de l'énergie ont été également évoquées. Les ministres ont mis en place le Corps volontaire européen d'aide humanitaire. Cette initiative prévue par le traité de Lisbonne offre aux volontaires une formation approfondie et les place au sein d'organisations humanitaires, en fonction des besoins. Enfin, les ministres ont tenu une première discussion sur la communication de la Commission qui vise à instituer un cadre permettant de faire face à des menaces systémiques envers l'État de droit dans les 28 États membres... [Lire la suite](#)

Nouvelles règles sur l'imposition des revenus de l'épargne



Le Conseil a adopté le 24 mars 2014 une directive qui renforce les règles de l'Union européenne concernant l'échange d'informations sur les revenus d'épargne et qui a pour objectif de permettre aux États membres de mieux réprimer la fraude et l'évasion fiscales... [Lire la suite](#)

Mesures adoptées contre les activités de pêche illicites



Le 24 mars 2014, les 28 ministres européens en charge de la pêche ont adopté un ensemble de mesures affectant le commerce des produits de la pêche avec le Belize, le Cambodge et la Guinée et d'autres activités liées à la pêche menées par ces pays, afin de mettre fin aux bénéfices commerciaux tirés d'activités de pêche illicites. À terme, les captures effectuées par des navires de ces pays seront frappées d'une interdiction d'importation dans l'Union européenne. Cette décision est conforme à l'engagement pris par l'Union au niveau international de garantir l'exploitation durable des ressources halieutiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union grâce au respect des règles INN adoptées par les Nations unies et la FAO... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Rencontre avec l'Iran sur le nucléaire



L'accord, signé avec le groupe du 5+1 (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne), en novembre 2013, gèle certaines activités nucléaires sensibles iraniennes en échange d'une levée partielle des sanctions. L'objectif principal des négociateurs est de transformer cet accord intérimaire en un arrangement définitif d'ici juillet 2014. Le ministre délégué des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi a jugé les discussions très utiles mais a souligné qu'il est encore tôt pour parler d'un accord définitif. La haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine Ashton ainsi que le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif ont, à l'issue de la rencontre, fait une déclaration conjointe soulignant l'importance de ces rencontres et ont annoncé que le prochain cycle de réunion aura lieu du 7 au 9 avril 2014 à Vienne. Pendant ce temps, les experts techniques se réuniront pour élaborer en détail les questions pendantes... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Le Tribunal constitutionnel allemand juge légal le Mécanisme européen de stabilité (MES)



Le Tribunal constitutionnel allemand de Karlsruhe a jugé le 18 mars 2014 que le Mécanisme européen de stabilité (MES) était conforme au droit européen et qu'il ne remettait pas en cause l'autonomie budgétaire du Bundestag. Cet argument était la critique principale des 37 000 personnes qui avaient saisi le Tribunal de cette question. Le MES prévoit que les Etats y contribuent à hauteur de 700 milliards d'euros, répartis de façon proportionnelle entre les pays. L'Allemagne y contribue à hauteur de 27%... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Cinq leaders allemands du Parlement européen publient une lettre ouverte à Martin Schulz

Les responsables des délégations allemandes (CDU, CSU, Grüne, FDP et Die Linke) au Parlement européen ont publié le 13 mars 2014 une lettre ouverte adressée au président du Parlement européen, Martin Schulz,



dans laquelle ils lui demandent la suspension de ses fonctions pendant la campagne électorale pour les élections européennes. Martin Schulz a été élu le 1er mars 2014 candidat à la présidence de la Commission européenne par les socialistes européens. D'après les auteurs de la lettre, la fonction impartiale du président du Parlement européen est incompatible avec la campagne tous azimuts qu'il accomplit comme leader des socialistes européens... [Lire la suite](#)

Le gouvernement allemand veut favoriser l'emploi des femmes



Dans une vingtaine de professions, les entreprises allemandes peinent à recruter de la main-d'œuvre qualifiée et cela va empirer en raison du vieillissement démographique. Dans ce contexte, le gouvernement allemand entend plus que jamais favoriser l'emploi des femmes. D'après un rapport du gouvernement allemand, le taux d'emploi des femmes atteignait en Allemagne 72,7 % au troisième trimestre 2013. L'Allemagne remplit donc presque l'objectif européen fixé pour 2020 (73%). En revanche, près de la moitié de ces femmes (45%) travaillent à temps partiel et une femme sur cinq aimerait travailler plus. Les femmes gagnent en moyenne 22% de moins que les hommes en Allemagne, selon une statistique publiée le 18 mars. Les femmes ont perçu en moyenne 15,56 euros bruts de l'heure en 2013, les hommes 19,84 euros, selon des chiffres publiés par l'Office fédéral des statistiques (Destatis)... [Lire la suite](#)

France :

Visite du ministre français de la Défense dans les pays Baltes et en Pologne



En visite dans les Etats baltes et en Pologne le 21 mars 2014 pour les rassurer vis-à-vis de la Russie et leur rappeler le soutien de la France, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a proposé l'envoi de quatre avions de chasse Rafale pour une mission de surveillance aérienne dans la zone baltique, en coordination avec l'OTAN... [Lire la suite](#)

Italie :

La Cour de Cassation confirme l'interdiction de mandat public pour Silvio Berlusconi



L'ancien président du Conseil italien Silvio Berlusconi sera privé de mandat public pour une durée de deux ans, selon la décision de la Cour de Cassation italienne, dans le procès de Mediaset. Cette peine interdira à Silvio Berlusconi de voter et d'être élu pendant cette durée et vient en complément d'une condamnation de quatre ans de prison, dont trois amnistiés, en raison de fraude fiscale. Suite à la loi Severino, entrée en vigueur en 2012 et afin de moraliser la vie politique italienne, Silvio Berlusconi a été exclu du Sénat en novembre 2013 et reste inéligible pour six ans... [Lire la suite](#)

Le président du Conseil italien Matteo Renzi rencontre la chancelière allemande



Le 17 mars 2014, le président du Conseil italien Matteo Renzi a rencontré la chancelière allemande Angela Merkel et a présenté son programme de réformes. La chancelière s'est dite "très impressionnée" par les projets du nouveau chef de gouvernement italien qui a promis "un changement radical et immédiat". Parmi les réformes figure notamment une baisse de l'impôt sur le revenu pour les foyers les plus modestes, chiffrée à 10 milliards d'euros. M. Renzi a assuré que l'Italie respecterait tous les critères et a confirmé que le déficit serait en dessous du seuil des 3%. Au terme de leurs échanges, M. Renzi a expliqué que l'Allemagne était pour l'Italie "le partenaire numéro un", de même qu'une "référence" en matière de réforme du marché du travail... [Lire la suite](#)

Pays-Bas :

Visite du Président chinois aux Pays-Bas



Le président chinois Xi Jinping s'est rendu aux Pays-Bas du 22 au 24 mars 2014 pour sa première visite officielle en Europe. Il a été accueilli sur le tarmac par le roi des Pays-Bas, Willem-Alexander. C'est la première fois qu'un chef de l'État chinois effectue une visite officielle aux Pays-Bas. Le pays est le second partenaire commercial de la Chine dans l'Union européenne depuis 2003. Xi Jinping a également rencontré le Premier

ministre Mark Rutte et tous deux ont discuté des moyens de poursuivre et approfondir leurs relations commerciales et culturelles entre les deux pays et entre l'Union européenne et la Chine. Les dirigeants ont enfin annoncé leur décision d'établir un partenariat de coopération ouvert, pragmatique et global entre la Chine et les Pays-Bas... [Lire la suite](#)

Portugal :

Le chef du gouvernement portugais Pedro Passos Coelho rencontre Angela Merkel



La chancelière allemande Angela Merkel s'est déclarée "extraordinairement impressionnée" par les réformes économiques accomplies au Portugal lors d'une rencontre avec le chef du gouvernement portugais Pedro Passos Coelho, le 18 mars 2014 à Berlin. Angela Merkel a salué le retour de la croissance au Portugal, la nette amélioration des indicateurs économiques et le regain de confiance des marchés financiers. Le Portugal se rapproche de la sortie du plan de sauvetage, programmée le 17 mai 2014... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Orientations du budget britannique pour 2014



Le ministre britannique des Finances George Osborne a prononcé le 19 mars 2014 son "Discours du budget 2014". Présentant son plan économique pour "une économie résiliente", il a détaillé le bilan en demi-teinte du gouvernement en matière économique, mentionnant les progrès accomplis en matière de réduction du déficit ou de hausse des exportations, et mettant l'accent sur les progrès qui restent à faire. Entre autres choses, il a annoncé que l'Office pour la Responsabilité Budgétaire (OBR) revoyait à la hausse les prévisions de croissance pour le Royaume-Uni, qui serait de 2,7% en 2014 et 2,3% en 2015, rendant à l'économie britannique un niveau plus élevé qu'avant la crise... [Lire la suite](#)

Le Royaume-Uni importe plus qu'il n'exporte avec ses partenaires européens



Les statistiques britanniques du commerce publiées le 18 mars 2014 sur le commerce du Royaume-Uni avec le reste de l'Union européenne montrent que le pays importe plus qu'il n'exporte auprès de ses partenaires européens, une tendance à la hausse sur le mois de janvier 2014. Au cours de ce mois la valeur des importations a augmenté de 17,9 milliards de £, lorsque les exportations n'ont augmenté que de 12,2 milliards £. Le déséquilibre de la balance commerciale du Royaume-Uni auprès du reste de l'Union s'est donc légèrement creusé, pendant que les volumes échangés augmentaient... [Lire la suite](#)

Moldavie :

La Moldavie veut se rapprocher de l'Europe et craint les visées russes sur la Transistrie



Le président moldave Nicolae Timofti a déclaré le 19 mars 2014, à la veille du Conseil européen des chefs d'Etat et lors d'une rencontre avec son homologue roumain Traian Basescu, espérer une signature rapide de l'accord d'association avec l'Union européenne ainsi que des perspectives claires d'adhésion pour son pays. La Moldavie se sent vulnérable face à la politique russe suite aux événements de Crimée, du fait des débats autour de la région sécessionniste de Transnistrie. Le président moldave craint un scénario semblable à celui de Crimée et appelle l'Union européenne à agir de manière préventive en associant plus étroitement son pays et l'Union. L'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, candidat à la présidence de la Commission européenne, a appelé le 23 mars l'Union européenne à ne pas laisser la Moldavie devenir "la prochaine victime" de la Russie, après l'Ukraine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Russie :

Le Kremlin accélère le processus d'annexion de la péninsule de Crimée


Le 18 mars 2014, le président russe Vladimir Poutine a officiellement signé le traité intégrant la Crimée à la Russie. Dans un long discours, il a défendu l'action de son pays depuis plusieurs semaines, affirmant que "la Crimée était et rest[ait], dans le cœur des Russes, une partie intégrante de la Russie", avant d'ajouter que "le référendum a été conduit en toute conformité avec les normes internationales". Le 20



mars, la Douma a ratifié le traité en question, par 443 voix contre 1, celle de Ilia Ponomarev, du parti Russie Juste. Les députés ont aussi adopté une loi constitutionnelle sur l'incorporation de la Crimée au territoire russe. Enfin, le 21 mars, le Conseil de la Fédération a entériné à l'unanimité le rattachement de la Crimée à la Russie... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Mission de l'OSCE en Ukraine

 Les 57 pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont annoncé le 21 mars 2014 l'envoi d'une mission d'observation en Ukraine, la Russie ayant accepté de lever ses objections. Une centaine d'observateurs civils composeront l'équipe appelée à se déployer dans l'ensemble du pays, à l'exception de la Crimée sécessionniste. Moscou se voyait reprocher depuis le début de la semaine ses réticences à l'envoi d'une telle mission réclamée par l'Ukraine et les Occidentaux... [Lire la suite](#)

Ban Ki-moon se rend à Moscou et à Kiev pour encourager une solution pacifique



Le 20 mars 2014, lors d'une réunion avec Vladimir Poutine à Moscou, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a souligné la nécessité de désamorcer les tensions entre la Russie et l'Ukraine afin de rétablir de bonnes relations entre les deux pays. Il a exprimé sa préoccupation face aux récents incidents où des bases et casernes ukrainiennes ont été envahies. "Le monde nous observe et l'histoire montrera si nous avons su assumer nos responsabilités d'agir en conformité avec la Charte des Nations unies" a déclaré le Secrétaire général en indiquant que des observateurs de l'ONU se déploient actuellement en Ukraine, y compris dans les régions orientales du pays, pour assurer le respect des droits de l'Homme. Ban Ki-Moon a rencontré à Kiev le 21 mars le président ukrainien par intérim Oleksandr Turchynov et le Premier ministre Arseni Yatsenyuk... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Selon la Commission de Venise, le référendum en Crimée est inconstitutionnel



Les experts de la Commission de Venise, du Conseil de l'Europe, ont jugé que le référendum du 16 mars en Crimée était illégal, dans un avis rendu public le 21 mars 2014. "La Constitution de l'Ukraine, comme les autres Constitutions des États membres du Conseil de l'Europe, stipule l'indivisibilité du pays et ne permet pas la tenue d'un référendum local sur la sécession d'avec l'Ukraine", ont souligné les experts de la Commission de Venise. De plus, une délégation composée de responsables de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et présidée par la Présidente de l'Assemblée, Anne Brasseur, se sont rendus à Kiev, Donetsk et Lvov au cours d'une mission de trois jours en Ukraine, du 22 au 24 mars 2014... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'Ukraine face à l'annexion de la Crimée



Face à l'annexion de la Crimée par la Russie, l'Ukraine tente de faire barrage. L'Ukraine ne reconnaîtra jamais "l'annexion" de la Crimée par la Russie, a déclaré le 18 mars, le président par intérim Olexandre Tourtchinov, réagissant à l'accord signé à Moscou sur le rattachement de la péninsule de Crimée. Le 19 mars, le parlement ukrainien a voté une résolution stipulant que l'Ukraine se battra pour "la libération" de la Crimée dont elle ne "reconnaîtra jamais l'annexion par la Russie". Dans cette résolution, les députés s'adressent à la communauté internationale en lui demandant de "ne pas reconnaître la république de la Crimée et l'annexion de la Crimée et de la ville de Sébastopol à la Russie". Enfin, le 24 mars, le président ukrainien par intérim, Olexandre Tourtchinov, a annoncé le transfert des troupes de Crimée vers l'Ukraine continentale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Eurostat :

Rotterdam, 1er port européen de fret et Douvres, 1er port de passagers

Selon Eurostat, parmi les dix premiers ports de fret, mesurés en tonnes



de marchandises traitées dans l'UE, Rotterdam avec 396 millions de tonnes de marchandises, a été le plus actif en 2012, suivi d'Anvers (165 millions de tonnes), d'Hambourg (114 millions de tonnes), de Marseille (82 millions de tonnes) et d'Algésiras (75 millions de tonnes).

Le premier port en nombre de passagers à l'embarquement ou au débarquement a été Douvres (12 millions de passagers), suivi de Paloukia Salamine et de Perama (11.4 millions chacun), d'Helsinki (10.6 millions) de Calais (9 millions) et de Stockholm (9 millions)... [Lire la suite](#)

Zone euro : excédent commercial de 900 millions d'euros



La zone euro a enregistré un léger excédent commercial de 900 millions d'euros en janvier, après un excédent de 13,8 milliards en décembre selon les premières estimations publiées le 18 mars 2014 par l'office européen de statistiques, Eurostat. En données corrigées des variations saisonnières, les exportations ont augmenté de 0,6% en janvier sur un an, et les importations de 2,2%, a précisé Eurostat... [Lire la suite](#)

Mesurer la qualité de vie dans l'Union européenne au delà du PIB



A l'occasion de la journée mondiale du bonheur célébrée le 20 mars 2014, l'office statistique de l'Union européenne, Eurostat, a publié des indicateurs de qualité de vie afin de mesurer la qualité de vie dans l'Union européenne. En corrélant le PIB et l'espérance de vie, on observe trois ensembles : les Etats de l'Union européenne centrale et orientale ont une espérance de vie et un PIB par habitant relativement faibles ; ceux situés dans l'Union européenne du sud disposent d'un PIB par habitant plus élevé et de la plus grande espérance de vie, alors que ceux de l'Union européenne du nord et de l'ouest ont le PIB par habitant le plus élevé, mais l'espérance de vie y est à peu près au même niveau. Il n'existe pas de corrélation entre le PIB et le nombre de personnes ayant quitté prématurément le système éducatif... [Lire la suite](#)

Excédent du commerce de biens de l'UE avec les États-Unis en 2013



Selon Eurostat le 24 mars 2014, les États-Unis sont restés le principal partenaire commercial de l'UE en 2013 tant pour le commerce de biens que de services. Toutefois, une réduction constante de la part des États-Unis dans le total du commerce international de biens de l'UE a été observée au cours de la dernière décennie. Alors qu'en 2002 les États-Unis représentaient 28% du total des exportations de l'UE et 20% de ses importations, ces proportions sont tombées en 2013 à respectivement 17% et 12%.. [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Le Conseil européen en 2013



Comme chaque année depuis 2010, le Président du Conseil européen, Herman van Rompuy, livre son analyse des activités du Conseil pour l'année écoulée. Dans son rapport pour l'année 2013, Herman van Rompuy indique que les priorités étaient la bataille pour la croissance et la création d'emplois et le renforcement de l'Union économique et monétaire. Il indique par ailleurs que les chefs d'Etat et de gouvernement ont également décidé du budget de l'Union européenne jusqu'à la fin des années 2010 et ont concentré leur attention sur les relations stratégiques avec les partenaires mondiaux et les pays voisins, en particulier avec l'Ukraine. Enfin, il rappelle que 2013 était également l'année de l'élargissement de l'Union européenne avec l'adhésion de la Croatie le 1er juillet 2013... [Lire la suite](#)

Édition 2014 du tableau de bord de la justice dans l'UE



Le 17 mars 2014, la Commission européenne a publié la deuxième édition du tableau de bord de la justice, qui a pour objectif de promouvoir la qualité, l'indépendance et l'efficacité des systèmes judiciaires dans l'Union européenne. Ce tableau de bord est un outil d'information qui a vocation à présenter des données objectives, fiables et comparables sur les systèmes judiciaires des États membres. Faisant suite à la première édition, publiée en 2013, cette version 2014 du tableau de bord européen de la justice continuera de fournir aux États membres et à l'Union européenne un instrument favorisant l'efficacité des systèmes judiciaires et, partant, la croissance économique dans l'Union. Il contribuera ainsi notamment au Semestre

européen, le cycle annuel de coordination des politiques économiques de l'UE, qui vise à améliorer la performance économique et la compétitivité des États membres au moyen de recommandations par pays... [Lire la suite](#)

Culture :

"Le trésor de Naples" au Musée Maillol à Paris



Le musée Maillol à Paris accueille du 19 mars au 20 juillet 2014 l'exposition "Le trésor de Naples : les bijoux de San Gennaro", exposés pour la première fois en dehors d'Italie. C'est une des plus grandes collections de joaillerie du monde, comparable aux bijoux de la couronne de France ou d'Angleterre, mais qui n'appartient ni aux anciennes dynasties régnantes, ni à l'Etat mais au peuple napolitain lui-même. Les plus importants chefs-d'oeuvre du Trésor de San Gennaro, réalisés et accumulés au cours des siècles, sont ainsi exposés ; entre autres, le collier de San Gennaro, la mitre de San Gennaro et quinze bustes colossaux... [Lire la suite](#)

Palmarès 2014 du Prix du patrimoine culturel de l'UE/Concours Europa Nostra



La Commission européenne et Europa Nostra ont révélé le 20 mars 2014 les noms des lauréats de l'édition 2014 du Prix du patrimoine culturel de l'UE/Concours Europa Nostra. Les 27 lauréats, choisis parmi 160 projets sélectionnés dans 30 pays, ont été sélectionnés pour leurs réalisations dans quatre catégories : la conservation, la recherche, les contributions exceptionnelles et l'éducation, la formation et la sensibilisation. Les prix seront remis par Androulla Vassiliou, la commissaire européenne chargée notamment de la culture et par Plácido Domingo, le président d'Europa Nostra. Six lauréats recevront chacun un "grand prix", d'une valeur de 10 000 euros, et l'un des lauréats se verra décerner le prix du public à l'issue d'un vote en ligne organisé par Europa Nostra... [Lire la suite](#)

"Art & textiles" à Stuttgart



La Staatsgalerie de Stuttgart consacre jusqu'au 22 juin 2014 une exposition sur l'art et les textiles. L'exposition met l'accent sur l'appropriation du processus de fabrication textile dans l'art contemporain. L'exposition fait référence au XIXème siècle, au mouvement Arts-and-Crafts, à l'Art nouveau, à l'atelier viennois et à l'association allemande des artisans. Elle montre l'apogée de l'artisanat dans le domaine de l'art, comme réaction à l'industrialisation, mais également l'apparition d'éléments décoratifs dans les thèmes de peintres tels que Gustav Klimt, Edouard Vuillard ou Pierre Bonnard... [Lire la suite](#)

Expo Frida Kahlo à Rome



Le Palais des Expositions de Rome présente jusqu'au 31 août 2014 une exposition dédiée à Frida Kahlo, symbole de l'avant-gardisme et de l'exubérance artistique de la culture mexicaine du XXe siècle. Le célèbre "Auto-portrait avec collier d'épines et colibri" de 1940 est exposé pour la première fois en Italie. L'exposition est réalisée en coopération avec le Palais Ducal de la ville de Gênes, qui accueillera à son tour une exposition dédiée à Frida Kahlo (et Diego Rivera) du 20 septembre 2014 au 15 février 2015... [Lire la suite](#)

Le festival italien Suona Francese



Le Festival Suona francese se tiendra du 20 mars jusqu'au 30 juin 2014. Pour sa septième année consécutive, le festival présente un programme dédié à la diffusion de la meilleure musique française à travers vingt villes italiennes... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



24 mars
La Haye
Réunion extraordinaire du G7



24-25 mars
Bruxelles
Conseil Agriculture et Pêche

La Haye
Sommet sur la sécurité nucléaire



26 mars
Bruxelles
Sommet UE-USA

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Claire Darmé, Raphaël Frison, Jelena Isailovic, Salomé Larcher

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}